

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°212565 - 79ÈME ANNÉE

Le Sommet des BRICS et le triomphe du Sud-Global.



Les Ministres des Affaires Etrangères des BRICS sont réunis au CAP (1-2 juin). Le sommet des Chefs d'Etat se tiendra, à Johannesburg, du 22 au 24 août. Le gouvernement a déclaré qu'en vertu de la loi « *les participants à la réunion ministérielle et au sommet des Brics se voient accorder des immunités et des privilèges pour la durée des réunions* ». Douze ans après son entrée au club des 4 (Brésil-Russie-Inde-Chine), le pays hôte offre une victoire sans précédent du « *Sud-Global* ». Pour les personnes qui ont les pieds à La Réunion et la tête à Paris, le réveil sera brutal.

La France a toujours soutenu la politique de l'Apartheid qui professait la suprématie des Blancs. Notre île servait de base arrière pour l'armée française dans son appui au régime raciste. Un Consulat a été érigé dans un immeuble appartenant à un dirigeant politique réunionnais. Pour leur gloire, les touristes (blancs évidemment)

commençaient à arriver. Des manifestations étaient organisées un peu partout contre la présence des racistes sur le sol réunionnais.

Aux Comores, la compagnie sud-africaine déversait touristes et mercenaires. Dans la nuit du 27 au 28 septembre 1995, le président Saïd Mohamed Djohar, élu démocratiquement, est embarqué dans un avion militaire français pour être exilé dans la « *villa du Préfet* » à Salazie. Le 10 octobre, le journal l'Humanité rapporte ses propos : « *Je suis en bonne santé. Rien ne cloche. Mon retour dépend de ceux qui m'ont amené ici (...)* Je ne sais pas si je suis en exil ou si je suis déporté. Il y a eu une mise en scène, un jeu que je n'arrive pas à comprendre... ». Le visa Balladur venait d'entrer en vigueur !

Pourtant, le 11 février 1990, Mandela est relâché après 27 années d'emprisonnement. Il tend la main au premier ministre de Klerk dans une démarche de réconciliation nationale. Ce geste qui a évité un bain de sang de guerre civile leur a valu d'être Nobelisé, en 1993. Mandela sera élu Président de la République Sud-Africaine, en 1994. Le monde entier a célébré ces événements comme le triomphe du « *Sud-Global* » contre les pays de « *l'Occident Collectif* », dirigés par les Etats-Unis.

A la vue du contexte géopolitique nouveau et des changements qui s'opèrent alors dans les années 90, la France était hors sol. En 2023, elle n'est toujours pas descendue

sur terre. Il est clair que la victoire du camp anti-apartheid a fait converger toutes les luttes mondiales et a sonné le glas des pays du camp de « *l'Occident Collectif* » qui dirige le monde sans partage, tout en se présentant comme victime.

Le plus caricatural est la réunion du G7, à Hiroshima, les 19-20 mai 2023. Les 7 puissances désignent la Chine comme un danger « *systemique* », quand on sait que l'invasion de ce pays par l'armée Japonaise, depuis 1937 jusqu'à sa défaite, en 1945, a fait plus de 20 millions de morts.

Aucun japonais, politique et militaire, n'a été condamné pour crime de guerre et blacklisté. Au contraire, ils se congratulent. Ce double standard ne passe pas. Les BRICS le diront, tout en offrant des alternatives réalistes.

Ary YEE-CHONG-TCHI-KAN.

Atteintes aux institutions démocratiques : Élus « défouloirs » ? Un peu de sérieux !

Brevin, pour cause d'agression physique contre lui-même et sa famille, par une faction d'extrême-droite en désaccord avec un projet de ville, les médias se sont emparé du thème de la « violence » contre des « élus-défouloirs ». Et bien sûr, les médias réunionnais ne pouvaient rester à l'écart de ce grand moment d'indignation démocratique.

Or, si cette question est des plus sérieuse en France – elle interroge notamment sur les racines de cette violence – elle tourne ici à la franche pantalonnade dans le traitement médiatique qui en est fait.

Pour commencer, nos médias auraient pu, en effet, se souvenir qu'il y a seulement quelque décennies – jusque dans les

les années 80-début 90 – c'étaient les maires, du moins certains d'entre eux, qui ici, à la tête de leurs nervis, et avec la bénédiction de la Préfecture, faisaient le coup de poing, ou le coup de feu, contre les citoyens ! C'est ainsi que sont morts François Coupou, Eliard Laude, Edouard Savigny ou encore Rico Carpaye, tandis que d'autres citoyens tout aussi paisibles, restaient handicapés à vie ou grièvement blessés, comme Daniel Djunia ou Bernard Grace...et combien d'autres ?

Ceci étant dit non pas dans l'idée de relativiser – et encore moins excuser – les débordements de violence, mais pour rappeler que la vie politique de l'île a ses normes propres et son histoire, dont pourraient se rappeler nos médias, au lieu de donner dans la plate imitation suiviste de ce qui se passe dans l'Hexagone.

Dans le cas d'espèce, le traitement médiatique du sujet affiche un terrible décervelage...

Un journal en ligne a même ouvert le sujet avec une interview de l'actuel maire du Port, Olivier Hoarau himself !

Or s'il est un maire de l'île, actuellement, qu'il est particulièrement inapproprié de solliciter sur ce thème, c'est bien le maire le Port. Pourquoi ? D'abord parce qu'il est le seul maire réunionnais à s'entourer – encore aujourd'hui – d'une bande de « *gros bras* », et parce que le seul cas rapporté de violence à son endroit est venu justement de ses propres nervis, qui se sont un moment retournés contre leur « *chef* » !

Et bien sûr, il n'a jamais osé porter plainte contre eux ! Trop peur des représailles...! Pas d'avantage lorsqu'une escouade de ces mêmes gros-bras-têt-vid a mis à sac la Halle des Manifestations. Silence radio côté mairie...

Il s'agit d'un cas tout à fait particulier de « *violence contre un élu* »... qui n'a rien à voir avec les malheurs du maire de Saint-Brevin!

Pour la plus grande honte des Portoïsiens – qui ont été parmi les premiers citoyens de l'île, au siècle dernier, à bannir la violence politique – le maire actuel donne l'image d'une régression vers des temps que tous pouvaient légitimement croire révolus.

Son prédécesseur, Jean-Yves Langenier, allait toujours seul au devant de la population. Paul Vergès aussi.

Olivier Hoarau, lui, ne sort dans les rues de la ville – quand cela lui arrive – qu'entouré d'une garde rapprochée dont on se demande à quoi elle peut bien lui servir... si ce n'est à lui forger l'image d'un élu « *chef de bande* »... et mort de trouille !

Kalouma

Atteintes aux institutions démocratiques : Élus « défouloirs » ? Un peu de sérieux !

Le gouvernement a lancé sa campagne « en avoir pour ses impôts » annoncée par Gabriel Attal lors du lancement de la campagne déclarative sur les revenus de 2022, le 13 avril dernier. Notre Direction locale l'a relayée hier jeudi 1er juin.

L'intention de mieux et davantage faire connaître l'utilité de l'impôt est évidemment une bonne chose. Toutefois, si aujourd'hui, le consentement à l'impôt est écorné, c'est principalement du fait de l'existence de multiples mesures fiscales injustes et inégalitaires. En effet, depuis de très nombreuses années les politiques fiscales mises en œuvre ont considérablement réduit l'action publique et n'ont fait qu'augmenter les injustices. Pour de très nombreux contribuables, l'impôt est aujourd'hui source d'iniquité d'autant plus quand les plus riches en payent de moins en moins ou arrivent à échapper à l'imposition par le biais de montage financiers illégaux.

Pour Solidaires Finances Publiques Réunion, depuis des années nous dénonçons la suppression d'emplois qui affecte les services de contrôle et l'augmentation de la grosse fraude fiscale, particulièrement accentuée depuis la crise de la COVID. Il ne suffit pas d'expliquer le rôle de l'impôt. L'urgence est également de faire de la fiscalité un outil juste qui permette une vraie redistribution des richesses. Il faut redonner aux services les moyens de travailler sur l'équité fiscale par le biais du contrôle sur les fraudes qui prospèrent. Il faut recréer un vrai service au public pour accueillir le contribuable, et échanger avec lui. L'impôt et son utilité ce sont aussi un travail de pédagogie envers le public et une confiance à retrouver entre le public et les services fiscaux. Pour cela, il nous faut des moyens humains et une volonté politique résolument tournée vers la proximité.

Il est impératif aussi de cesser toutes les déclarations d'intention qui n'ont qu'un but de communication et sont bien peu, voire jamais suivies d'effets ...

Au plan national, notre organisation propose une revalorisation de l'impôt sur le revenu avec un barème plus progressif et remettre en place l'impôt de solidarité sur la fortune.

Pour les entreprises, il est là aussi indispensable de revenir sur les diverses baisses d'imposition des sociétés dont le taux est passé de 50 % avant 1985 à 25% depuis 2022, sans compter la baisse voire la suppression des impôts de production qui ont un impact direct sur le budget des collectivités locales. Par ailleurs, les dépenses fiscales dont le but étaient d'agir sur l'intérêt commun soit en créant des emplois (Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) soit en contribuant à la recherche (Crédit Impôt Recherche), ont montré leur inefficacité ou leur efficacité très limitée et doivent être supprimées.

Pour Solidaires Finances Publiques, ces choix fiscaux permettraient de pouvoir réellement financer les services publics qui sont le bien commun de toutes et tous, de redistribuer les richesses et d'aller vers plus de justice sociale, fiscale et environnementale.



La fête bande momon, La fête sak néna in tro plin d'amour pou doné.

Mézami, figuir azot, néna poin lontan mwin téi kroi la fête dé mèr téi tonb mèm date in pé partou dann toute péi, mé néna trépe d'tan mwin la aprande sa lé pa vré. Solman, d'après sak i paré, la plipar d'tan li tonb moi d'mé ankor la pa toultan: La franss la shoizi dèrnyé dimansh moi d'mé parétil mé sète ané i tonb komansman moi d'jyin-promyé dimansh- pars dèrnyé dimansh moi d'mé i tonb lo zour la pantkote.

Mé si i fo réponde la késtyon pou kossa i fé in fête dé mère mi panss mwin lé riskab ète dan la difikilté. Sof ké sa sé in léritaz Maréchal Pétain sak l'avé done La franss pou doviz « Travaye, Famiye, Patri » mé après la guèr Vincent Auriol- in gran politik dann tan-la- la désside ropnan fête-la é dopi ni kontinyé.

Astèr si mwin l'avé in lésplikassion pèrsonèl pou doné dann sète afèr-la, dabor inn mi

oiré mon ka pèrsonèl épi la rolassion mwin l'avé avèk mon momon dann tan mwin lété pti pars d'après mwin sé kant ou lé pti ké wi apréssyé la prézanss in momon.

Mé pou in momon ou lé pti toultan...Mon momon lété métrèss d'ékol é èl téi diriz in lékol primèr la-o Boi d'Nèf Sind-Ni, in landroi demoune lété pov dann lo tan d'avan.

Alor, mon momon k'lété galman mon métrèss lékol, téi doi, anliss okipe anou, okipe son bande zélèv é malorozman néglj aèl bonpé pars d'après mwin noute toute néna in kapital l'amour é si ni dépanss tro pou ème lé zot, i rèss pi assé pou nou ème anou in pé. Wala pou kossa pétète la désside fé in fête épi l'apèl sa la fête bande momon.

A bon antandèr, salu.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433